



DES JAR DINS / STEIN BERG / VACHON

**DORIMÈNE DESJARDINS,
IDA STEINBERG ET ROSE-ANNA VACHON :
TROIS FIGURES MARQUANTES DU QUÉBEC**

DOSSIER DOCUMENTAIRE

NOM :

GROUPE :



Situation d'apprentissage et d'évaluation
Histoire du Québec et du Canada
Français, langue d'enseignement
Deuxième cycle du secondaire

MISE EN CONTEXTE ET PRÉSENTATION DES REPÈRES CULTURELS

DOCUMENT 1



DORIMÈNE DESJARDINS

Dorimène Desjardins, 54 ans, Ottawa, avant juin 1913
Photographe : Alfred George Pittaway (1858-1930)
Collection : Société historique Alphonse-Desjardins

DOCUMENT 2



IDA STEINBERG

Source : Archives de la Bibliothèque publique juive

DOCUMENT 3



ROSE-ANNA VACHON

Source : Centre d'interprétation de la Maison J.-A. Vachon

DOCUMENT 4 :

LES PREMIÈRES LUTTES POUR LES DROITS CIVILS ET LA RECONNAISSANCE SOCIALE DANS UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE*

« La lente progression des femmes vers l'égalité est en marche. Cette période se place sous le signe des premières grandes revendications : droit à l'éducation postsecondaire, droit de vote, droit à la reconnaissance sur le marché du travail et droits juridiques égaux ouvrent la voie aux grandes luttes qui se poursuivront tout au long du XX^e siècle. La vie des femmes, surtout dans les centres urbains, est marquée par l'importance des changements économiques qui marquent la période et par l'émergence de nouveaux modèles féminins dans l'espace public après la Première Guerre mondiale. »

Source :

Conseil du statut de la femme et Réseau québécois en études féministes (s. d.). *Période 1865-1939 : les premières luttes pour les droits civils et la reconnaissance sociale*. Repéré à <http://www.histoiredesfemmes.quebec/lignedutemps.html#1865-1939>.

* Des informations complémentaires se trouvent sur la ligne du temps de la présentation Prezi.

DOCUMENT 5 :

LE FÉMINISME QUÉBÉCOIS

« Au Canada, les premiers groupes féministes s'organisent au 19^e siècle, au moment de la révolution industrielle, époque représentant la première vague du féminisme occidental. Toutefois, dans le cas du Québec, il faut attendre la formation du Montreal Local Council of Women (MLCW), en 1893, et la mise sur pied de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), en 1907, pour que le mouvement prenne véritablement son envol. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les principales revendications des femmes québécoises concernent l'éducation des jeunes filles, la situation juridique des femmes mariées, le travail des femmes, les politiques sociales, la santé et, bien sûr, le droit de vote. Plus tard, le discours s'adaptera aux

nouvelles réalités sociales.

La lutte pour le droit de vote des femmes est le principal enjeu du féminisme québécois de la première moitié du 20^e siècle. Les femmes qui revendent haut et fort ce droit développent deux argumentations. La première, soutenue par Marie Lacoste-Gérin-Lajoie (1867-1945) et la FNSJB, consiste à affirmer le rôle social traditionnel des mères et l'apport de l'instinct maternel à une nouvelle vision à la société. Cet apport est vu comme ne pouvant être que bénéfique à l'ensemble de la société et ne menaçant en rien l'ordre établi. Jouant la carte de la différence entre les hommes et les femmes, cette argumentation a donné lieu au concept de maternalisme.

À l'opposé, la deuxième argumentation en faveur du droit de vote est développée par des féministes dites libérales telles Idola Saint-Jean (1880-1945) et Thérèse Casgrain (1896-1981). Pour elles, les hommes et les femmes sont semblables et doivent ainsi être considérés comme égaux devant la loi et bénéficier des mêmes droits. Afin de mieux organiser la lutte, Thérèse Casgrain fonde en 1929 la Ligue des droits de la femme. Une fois par année, cette association se lie à l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec (1927), dirigée par Idola Saint-Jean, afin d'organiser une marche vers le Parlement pour demander au gouvernement d'accorder le droit de vote aux femmes. »

Source :

Noël, M. sous la supervision de Marquis, D. (s. d.). *Le féminisme québécois*. Repéré à http://collections.musee-mccord.qc.ca/scripts/explore.php?Lang=2&elementid=104_true&tableid=11&contentlong.

DOCUMENT 6 :

DROIT À L'ÉDUCATION

Dès le début du 20^e siècle, les femmes luttent pour accéder à l'enseignement supérieur et aux professions libérales. Bien des femmes utilisent l'écriture comme levier pour changer les choses, étant donné qu'elles peuvent écrire de la maison et que le papier est peu coûteux à l'époque en raison de l'essor des usines de pâtes et papiers.

L'accès à l'éducation pour les femmes constitue un enjeu important des mouvements féministes du début du 20^e siècle. Dans le milieu anglophone, dès la fin du 19^e siècle, les femmes commencent à accéder aux universités. En 1875, Grace Annie Lockhart est la première femme à obtenir un diplôme universitaire au Canada. En 1889, Isabella Jacques est la première femme

admise à la Faculté de médecine de l'Université Bishop's, alors située à Montréal (cette faculté sera annexée à l'Université McGill). Elles demeurent tout de même des femmes d'exception.

Au secondaire, les filles anglophones ont accès à la *public high school*. En contrepartie, dans le milieu francophone, les filles ont seulement accès à l'école primaire. Les écoles sont confessionnelles et souvent tenues par des sœurs. Comparativement aux garçons, les filles ne peuvent aller à l'école classique ni à l'université. Elles peuvent seulement fréquenter le système privé de formation (ex. : infirmières, enseignantes) ou les écoles de ménagères.

« En 1904, Marie Sirois est la

première femme diplômée d'une université francophone au Québec. L'Université Laval lui refuse cependant d'assister à la collation des grades pour y recevoir son certificat en littérature.

En 1911, fille de la pionnière féministe Marie Lacoste-Gérin-Lajoie, Marie Gérin-Lajoie est la première diplômée de l'école d'enseignement supérieur pour jeunes filles. Inaugurant une situation qui se répètera souvent par la suite, elle obtient la première place aux examens du baccalauréat. Son succès n'est cependant pas rendu public, car il aurait été embarrassant de reconnaître qu'une jeune femme puisse surclasser les jeunes hommes. »

Sources :

Collectif Clio (1982). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal : Quinze.
Conseil du statut de la femme et Réseau québécois en études féministes (s. d.). *Période 1865-1939 : les premières luttes pour les droits civils et la reconnaissance sociale*. Repéré à <http://www.histoiredesfemmes.quebec/lignedutemps.html#1865-1939>.

DOCUMENT 7 :

QUAND VERRONS-NOUS?

« Quand verrons-nous, me faisait remarquer, l'autre jour, une jeune femme, en passant devant ce superbe édifice qui s'appelle l'Université, quand verrons-nous les Canadiennes admises à y suivre les cours destinés à accroître leur instruction et à leur donner la place qui leur revient dans la société? [...] Je rêve mieux encore, je rêve, tout bas, que les générations futures voient un jour, dans ce vingtième siècle qu'on a déjà nommé "le siècle de la femme", qu'elles voient, dis-je, des chaires universitaires occupées par des femmes. »

Source :

Barry, R. et Carrier, A. (1988). Pour mesurer le chemin parcouru : extrait des *Chroniques du lundi* (14 octobre 1895) de Françoise (pseudonyme de Robertine Barry). *Recherches féministes*, 1 (1), 113-118. Repéré à <https://doi.org/10.7202/057503ar>.

DOCUMENT 8 :

ROBERTINE BARRY

Françoise (Robertine Barry) est une femme de lettres qui publie des chroniques et des contes. Elle rédige *Le Journal de Françoise*, qui paraît de 1902 à 1908 dans le journal *La Patrie*, où elle revendique le droit à l'éducation pour les femmes. Elle utilise le pseudonyme de Françoise pour signer ses textes.

Source :

Morgan, H. J. (1903). Miss Barry. *Types of Canadian Women and of Women Who Are or Have Been Connected with Canada*. Toronto : William Briggs.

DOCUMENT 9 :

LES FEMMES ET LA VIE OUVRIÈRE

Pour les femmes, la vie en ville offre de plus en plus de possibilités d'emplois. Elles peuvent maintenant travailler dans les manufactures, les magasins ou les bureaux. De jeunes femmes, surtout entre l'adolescence et l'âge du mariage, occupent ces emplois. Pour ce qui est de celles qui sont mariées, lorsqu'elles reviennent du travail, elles doivent tout de même s'occuper des tâches ménagères. Quelques femmes travaillent comme professionnelles, mais leur salaire demeure moins élevé que celui des hommes et elles représentent des exceptions. Les femmes qui travaillent en manufacture sont pour la plupart des couturières. Elles travaillent dans les usines de vêtements, de textile, de chaussures ou de tabac. Les règles et sanctions sont très sévères; les retards ainsi que les erreurs commises occasionnent des réductions salariales. Par exemple, dans le domaine de la chaussure, poser une semelle peut rapporter 1 cent, tandis qu'un défaut trouvé sur une semelle peut entraîner un retrait de 4 cents du salaire. Il ne faut pas oublier qu'une couturière reçoit la moitié du salaire d'un homme pour le même travail. Comme les femmes sont souvent payées au rendement, elles sont pénalisées par le rythme du travail, le bris des machines et la baisse de production.

Source :

Collectif Clio (1982). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Québec : Quinze.

DOCUMENT 10 :**LES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL****Répartition de la main-d'œuvre féminine selon les secteurs à Montréal**

Secteurs	1911	1941
Manufactures	40 %	30 %
Services personnels (domestiques)	33 %	27 %
Commis de bureau	-	20 %
Services professionnels	10 %	10 %
Commerce	14 %	10 %
Transports	3 %	2 %

Source :

Collectif Clio (1982). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Québec : Quinze.

DOCUMENT 11 :**FEMMES AU TRAVAIL DANS UNE MANUFACTURE DE CUIR****Source :**

Archives de la Ville de Québec, collection Gilles Sanfaçon.

DOCUMENT 12 :**FEMMES AU TRAVAIL À L'ARSENAL SAINT-MALO****Source :**

Archives de la Ville de Québec

DOCUMENT 13 :**LA VIE DES FEMMES ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE**

« La guerre a également d'importantes répercussions sur la vie des femmes. Même si les postes de combat sont réservés aux hommes, plus de 43 000 d'entre elles se joignent au personnel non combattant de l'Armée canadienne à titre

d'infirmières, de secrétaires, de machinistes et autres. Étant donné la pénurie subite de main-d'œuvre masculine au pays, d'autres accèdent pour la première fois au marché du travail et des garderies ouvrent leurs portes pour prendre soin

des enfants durant la journée. Quand la guerre finit, toutefois, les garderies ferment; le gouvernement et les hommes s'attendent à ce que les femmes reprennent le travail domestique. »

Source :

Mills, S. sous la direction de Young, B. (s. d.). *La Seconde Guerre mondiale*. Repéré à http://collections.musee-mccord.qc.ca/scripts/explore.php?Lang=2&elementid=10_true&tableid=11&contentlong.

LES BIOGRAPHIES DES FEMMES

TEXTE 1

DORIMÈNE DESJARDINS

Marie-Clara Dorimène Roy naît le 17 septembre 1858 à Sorel. Alors qu'elle est encore bébé, ses parents, peu fortunés, décident de la confier à sa tante, Louise-Clarisse Mailhot (1822-1900), et à son époux, Jean-Baptiste Thériault (1822-1906), un couple sans enfant résidant à Lévis. Cette décision familiale permet notamment à Dorimène de recevoir une éducation. Elle fréquente le couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces (aujourd'hui l'école Marcelle-Mallet de Lévis), dirigé par les Sœurs de la Charité.

Peu de temps après avoir terminé ses études, Dorimène rencontre Alphonse Desjardins (1854-1920). Ils décident de se marier, sous le régime de la séparation de biens, le 2 septembre 1879 à Sorel, ville natale des parents de Dorimène. Ils s'établissent à Lévis et auront dix enfants. En 1892, le mari de Dorimène obtient le poste de sténographe français au parlement d'Ottawa, qu'il occupe jusqu'en 1917, année de sa retraite. Cet emploi l'oblige à s'éloigner de sa famille quelques mois par année pour se consacrer aux travaux parlementaires. Ainsi, il revient à Dorimène de gérer le budget familial. Son mari la trouve si efficace qu'il la considère comme « son ministre des Finances ». Le succès des caisses populaires n'est d'ailleurs pas étranger à la grande efficacité de Dorimène, qui est aussi une femme intelligente, organisée, dévouée et rigoureuse. Toutes ces qualités s'avèrent des atouts précieux.

Les caisses populaires

La première caisse populaire est fondée en 1901 à Lévis. Au départ, Dorimène et Alphonse reçoivent l'argent des sociétaires à leur domicile. De 1903 à 1906, elle joue le rôle de gérante de la Caisse populaire de Lévis, sans toutefois en porter le titre officiel, qui revient plutôt à Alphonse. En effet, à cette époque, les femmes n'ont pas de statut juridique. Elle signe, au nom du gérant, tous les reçus et chèques dont le montant n'excède pas 500 \$. Au nom de la caisse, elle effectue les dépôts ainsi que, sous la direction du gérant suppléant, Théophile Carrier, les opérations de prêt des clients réguliers et consent des avances temporaires aux sociétaires. Pour la remercier, chaque année, le conseil d'administration lui verse une modeste indemnité symbolique de 50 \$.

Au printemps 1905, Dorimène, voyant les sommes s'accumuler, incite Alphonse à entreprendre des démarches légales. Se basant sur l'expérience de la Caisse populaire de Lévis, Alphonse prépare, en 1905, un projet de loi qui vise la reconnaissance juridique des caisses populaires. Il y propose aussi d'admettre les femmes à titre de sociétaires auxiliaires, sans leur reconnaître de nouveaux droits. En 1906, la loi provinciale concernant les syndicats coopératifs, sanctionnée par l'Assemblée législative de Québec, est mise en place et reconnaît juridiquement les caisses populaires. Tout au long des années 1910, Alphonse et ses collaborateurs incitent les gérants des caisses à s'adoindre les services de femmes pour tout ce qui concerne la comptabilité. Cette suggestion s'inscrit dans une époque où les femmes, surtout celles célibataires, sont de plus en plus présentes sur le marché du travail à titre de secrétaires, d'adjointes, de caissières ou d'auxiliaires, par exemple. Elles constituent, bien souvent, une main-d'œuvre d'appoint bon marché, destinée aux tâches subalternes.

Une dizaine d'années plus tard, Dorimène contribue aux travaux du comité mis sur pied par la Caisse populaire de Lévis pour préciser le projet de fédération et de caisse centrale élaboré par son mari. Les femmes sont aussi amenées à occuper une place plus importante dans l'organisation sociale de la coopérative. En 1921, elle participe à l'organisation et à la création de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins du district de Québec. Deux ans plus tard, elle devient membre honoraire du conseil de cette union. Sa position dans

le débat sur le **crédit agricole**, qui privilégie l'option basée sur l'épargne populaire et le développement des caisses populaires, aidera notamment les agriculteurs.

Sources :

- Bélanger, G. (2008). Dorimène Desjardins, 1858-1932. *Cofondatrice des caisses populaires Desjardins*. Lévis, Québec : Éditions Dorimène.
- Bélanger, G. (1996). L'expérience des femmes dans le Mouvement Desjardins 1900-1964. *La Revue Desjardins*, 62 (2), 1-4.
- Bélanger, G. (1990). Dorimène, Adrienne, Albertine et les autres. *La Revue Desjardins*, 56 (6), 11-15.
- Genest, C. (2008). Dorimène Roy-Desjardins — Un rôle déterminant dans la naissance des caisses populaires. *Histoire Québec*, 14 (1), 21-22.
- Société historique Alphonse-Desjardins (2012). *Dorimène Desjardins (1858-1932)*. Repéré à <https://www.desjardins.com/a-propos/desjardins/qui-nous-sommes/notre-histoire-musee/dorimene-desjardins/index.jsp>.

TEXTE 2

IDA STEINBERG

Ida Roth est née en 1884 dans une famille hongroise très pauvre. Sa vie a été teintée par le travail et de nombreuses épreuves. Toutefois, les coups du sort l'ont fortifiée : Ida est devenue une femme pleine de ressort et en mesure de poser les jalons d'une société géante qui porterait un jour son nom : Mme I. Steinberg, épicière.

À l'âge de 13 ans, à la mort de ses parents, Ida doit endosser le rôle de mère. Ses nouvelles responsabilités l'obligent à délaisser ses études. Toutefois, ce nouveau rôle se révèle rapidement trop difficile à jouer : jeune adolescente, elle a elle-même besoin de ses parents. Les huit enfants sont donc séparés. Ida, pour sa part, est confiée à un oncle qui est propriétaire d'un magasin général.

En 1902, alors âgée de 18 ans, elle épouse Vilmos Steinberg, un jeune boulanger qu'elle rencontre pour la première fois la veille de ses noces. Il a une solide éducation religieuse et ne souhaite qu'approfondir son éducation hébraïque. En conséquence, c'est à Ida que revient la tâche d'assurer leur gagne-pain, une situation qui n'était pas exceptionnelle à cette époque en Europe de l'Est. Pendant les trois premières années de leur mariage, Ida donne naissance à quatre enfants. L'un d'eux, Sam (1905-1978), jouera un rôle clé dans l'entreprise familiale, qui deviendra un empire commercial.

L'immigration à Montréal

En 1911, Ida et sa famille, comme d'autres Juifs d'Europe de l'Est, quittent leur pays à destination de l'Amérique du Nord. Elle choisit la ville de Montréal parce que ses sœurs, Mary et Rachel, parties plus tôt, y habitent déjà. Selon elles, Montréal est une ville où il fait bon vivre et où l'antisémitisme, qui renaît sur le continent européen, ne semble pas aussi menaçant. Pendant le voyage, qu'elle a financé en vendant tout ce que la famille possédait, Ida peut compter sur l'aide d'un agent d'immigration qui parle yiddish et hongrois, les seules langues qu'elle connaît. Avec l'aide de cet agent, elle et sa famille arrivent à bon port. Mais la vie montréalaise n'est pas des plus faciles. La naissance de deux enfants, entre 1912 et 1914, n'aide pas non plus la situation financière précaire de la maisonnée Steinberg. De plus, Vilmos préfère passer son temps dans une petite synagogue plutôt que de travailler pour subvenir aux besoins de sa famille. Peu de temps après l'arrivée des Steinberg au Canada, Ida choisit de quitter Vilmos, ce qui est peu habituel pour l'époque, car elle ne veut pas d'autres enfants.

Le premier commerce

Après le départ de Vilmos, vers 1917, encouragée par ses proches, Ida décide de se lancer en affaires. Elle espère

ainsi mieux subvenir aux besoins de sa famille. Connaissant les bases de la boulangerie et étant en mesure de gérer un budget, elle ouvre une petite boutique qui offre, entre autres, différents produits en vrac (ex. : café, sucre, épices, biscuits), sur la *Main*, artère commerçante multiethnique et multiculturelle. Même si Ida peut désormais nourrir sa famille, les conditions de vie demeurent difficiles. L'entraide, l'esprit de cohésion et le travail sont leurs seuls moyens de survivre. Mais l'ardeur au travail d'Ida est récompensée : dans tout Montréal, il est vite question de ce commerce où les clients sont très bien traités. Par exemple, Ida n'hésite pas à ajouter gratuitement un fruit ou un biscuit à la commande d'un client ou encore à lui faire crédit. Pour elle, il faut offrir aux clients la meilleure qualité de produits possible et vendre à des prix raisonnables, une manière pour l'épicière de favoriser une certaine rétention de la clientèle. Cette façon de penser va aussi teinter la philosophie de l'entreprise familiale quelques années plus tard et le style de gestion de Sam Steinberg, fils d'Ida, qui jouera un rôle déterminant dans celle-ci.

Source :

Hadekel, P. et Gibbon, A. (1990). *Steinberg : le démantèlement d'un empire familial*. Montréal, Québec : Libre Expression.

TEXTE 3

ROSE-ANNA VACHON

Rose-Anna Giroux naît le 14 avril 1878 à Sainte-Marie, en Beauce. Le 13 juillet 1897, elle épouse Joseph-Arcade Vachon (1866-1938). Ensemble, ils auront neuf enfants.

Vers le début de l'automne 1923, sachant que ses fils ne seraient jamais agriculteurs – trois d'entre eux (Joseph, Louis et Amédée) sont partis travailler à Portland, aux États-Unis, en construction –, elle suggère à son mari de changer de cap : troquer le métier d'agriculteur pour celui de commerçant. Rose-Anna et Arcade acceptent donc la proposition de la veuve Leblond et font l'acquisition d'une petite boulangerie. Pour Rose-Anna, la décision d'acheter ce commerce est aussi motivée par un rêve, celui de rassembler tous ses enfants autour d'elle.

C'est à leur fils Rédempteur, alors âgé de 24 ans, que Rose-Anna confie la responsabilité d'apprendre les rudiments du métier de boulanger. S'ensuit une série d'expériences, marquée par l'innovation et le développement, qui donnera naissance à l'une des entreprises agroalimentaires québécoises les plus connues aujourd'hui, la Boulangerie Vachon, notamment reconnue pour ses savoureux classiques : *Jos Louis*, *May West* et *Ah Caramel*!!

Le début de la pâtisserie

Par un soir de novembre 1923, seulement deux mois après l'achat de la boulangerie, Rose-Anna constate que *J. A. Vachon, boulanger* ne vend pas assez de petits pains. La population de la paroisse de Sainte-Marie, composée d'environ 1200 personnes, ne serait pas suffisante pour faire prospérer la boulangerie. De plus, le coût de la vie au village est plus élevé qu'à la campagne : vivre dans une ferme permet de cultiver la terre, d'en récolter les fruits. La solution est donc de diversifier l'offre, de vendre d'autres produits. C'est le début de la vente de pâtisseries (ex. : tartes, brioches aux raisins, croquignoles).

L'expansion du territoire

En 1924, Louis, fatigué du travail aux États-Unis, revient au bercail. Il souhaite trouver un emploi à Sainte-Marie ou aux alentours. Rose-Anna lui suggère d'aider Arcade et son frère à la boulangerie. Heureux, il propose de

conquérir d'autres territoires, de trouver de nouveaux clients. Grâce aux efforts de Louis et à ses qualités de vendeur, en 1925, les ventes de la boulangerie quintuplent. Deux ans plus tard, Amédée, revenu au pays, entre autres, pour réconforter ses parents, sa sœur Jeanne étant décédée des suites d'une infection, choisit de demeurer finalement à Sainte-Marie et de travailler conjointement avec son frère Louis au développement du commerce familial. Pour lui, une évidence s'impose : il faut remplacer les chevaux par une camionnette. Au grand désespoir des boulangeries locales, les Vachon vendent désormais dans toute la Beauce. Rose-Anna a de quoi être fière de ses fils. En 1932, Joseph n'a plus de travail à Detroit, les contrecoups de la crise de 1929 se faisant toujours sentir. Il décide donc de revenir au Québec, au grand bonheur de Rose-Anna.

La confection de gâteaux

En mai 1928, convaincue par l'enthousiasme de ses fils Louis et Amédée, Rose-Anna accepte de se lancer dans la confection de gâteaux. C'est un succès immédiat. Fiers de leurs fils, Rose-Anna et Arcade leur témoignent leur reconnaissance en les associant légalement à l'entreprise, qui devient *J. A. Vachon et Fils, boulanger et pâtissiers*. Quelques années plus tard, la fabrication de gâteaux est l'affaire de Paul. Selon Louis, appuyé par ses frères, la clé du succès dans la lutte contre la concurrence n'est pas le pain, mais bien les gâteaux. D'ailleurs, d'après Joseph, il faut aussi abandonner le porte-à-porte. Avoir des *jobbers*, vendre en gros aux épiceries et aux autres commerces, c'est ce qui sera le plus payant. Pour être certain que les consommateurs reconnaissent un produit Vachon, Paul suggère d'ajouter une étiquette. C'est le début d'une nouvelle aventure qui les constraint à faire certains sacrifices. Par exemple, en 1934, les fils acceptent de se priver de salaire, et ce, jusqu'en 1936.

Au début des années 1950, Paul, voulant contrôler la qualité et prolonger la fraîcheur des produits, crée un laboratoire qui permet aussi de fabriquer des essences et des colorants. Cette innovation marque le début d'une nouvelle entreprise qui va se consacrer à la confection de confitures : Les Produits Diamants ltée.

L'agrandissement

En 1936, le manque d'espace se fait sentir. Paul n'est plus en mesure de produire autant. Il faut trouver une solution. Joseph suggère alors d'acheter l'immeuble de l'entreprise Diamond Shoe, une manufacture de chaussures, pour le transformer en pâtisserie. Il pense pouvoir acquérir cet immeuble pour cinq mille dollars. Mais cette possibilité pose problème à Rose-Anna : si la boulangerie déménage, la direction et le contrôle du commerce lui échapperont rapidement. Elle cède alors, d'une certaine manière, le contrôle de l'entreprise. Mais pouvait-elle faire autrement? En novembre, Arcade conclut l'affaire, puis Joseph, qui a de l'expérience dans la construction, s'affaire à transformer les locaux pour en faire une usine à gâteaux divisée en trois sections : les pâtes, le feuilleté et le glaçage.

En 1949, la pâtisserie fête ses 25 ans. Le petit commerce familial a bien changé. Maintenant, on produit les petits gâteaux à la chaîne : des immenses bassines servent à fabriquer les confitures, des gros malaxeurs triturent les ingrédients des petits gâteaux, des appareils automatiques étendent la pâte dans des moules, les pâtisseries sont transportées sur un tapis roulant qui traverse le four de brique, une machine les enrobe, puis la chaîne se termine dans un réfrigérateur de 74 pieds de longueur. Grâce à l'expertise acquise sur les chaînes de montage américaines, l'entreprise est en mesure de passer d'un mode de production artisanal à un mode de production industriel.

La période de la guerre

La pâtisserie ne subit pas les effets négatifs de l'entrée en guerre. Jules Mercier, distributeur des produits Vachon dans la région de Québec, a la brillante idée de donner des petits gâteaux aux soldats du Queen's Own Cameron Highlanders. Les militaires apprécient grandement le fait de recevoir non pas un, mais deux

petits gâteaux à leur arrivée de Winnipeg à la gare du Palais. Séjournant à Valcartier pour quelque temps, les jeunes soldats anglophones achètent de 400 à 500 douzaines de pâtisseries, et ce, chaque semaine. Tous ceux qui passent par la base militaire de Valcartier veulent aussi de ces petits gâteaux et les réclament lorsqu'ils partent pour un autre lieu d'entraînement ou pour l'Angleterre. Les gâteaux Vachon voyagent ainsi, ici et ailleurs, par la terre, par la mer et même par l'air. Il est possible de trouver des *Jos Louis* aussi bien à Vancouver qu'à Halifax ou sur un autre continent. Les commandes de l'armée représentent jusqu'à 30 % de la production de pâtisseries. Ce succès marque la fin de la production du pain, qui, contrairement aux pâtisseries, est difficilement exportable.

En 1941, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre oblige la détention d'un permis renouvelable tous les six mois. La pâtisserie a donc maintenant un quota de consommation de sucre fixé selon le volume de sa production antérieure. C'est le début de manœuvres illicites permettant de s'approvisionner en sucre, une denrée devenue rare. Les Vachon doivent aussi jongler avec la rareté de la graisse, mais celle-ci se trouve plus facilement sur le marché noir.

Le 8 mars 1945, après de nombreuses discussions, Rose-Anna, se sentant vieillir, accepte de vendre l'entreprise familiale à Joseph, à Amédée, à Paul et à Benoît, ses quatre fils, qui ont travaillé fort à l'agrandissement de la pâtisserie.

Sources :

Découverte du Canada (2015, 28 août). *La petite histoire des gâteaux Vachon* [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=ygWV44WOaKw>.

Masbourian, P. (Journaliste). (27 mars 2019). La grande histoire des petits gâteaux Vachon [Entrevue radio en ligne]. Dans Ici Radio-Canada Première, *Les éclaireurs*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/les-eclaireurs/segments/entrevue/111825/histoire-gateau-vachon-jos-louis-dave-corriveau>.

Lacasse, R. (1983). *Le rêve de Rose-Anna Vachon*. Montréal : Libre Expression.